ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 5 août 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat", a donné le 26 août 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 5e augustus 1981 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen", heeft de 26e augustus 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, il convient d'omettre la mention de l'arrêté royal du 14 février 1968, devenu sans objet, et d'ajouter celle de l'arrêté royal du 14 juillet 1981.

A l'alinéa 4, il faut préciser que l'accord du Ministre du Budget a été donné le 28 juillet 1981.

Dans son avis L. 14.264/2/V, le Conseil d'Etat propose que les dispositions du projet examiné sous cette référence soient insérées dans le présent projet. Si cette proposition était suivie, il y aurait évidemment lieu de viser aussi l'accord donné à cet autre projet par le Ministre du Budget et d'écrire :

"Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné les 16 et 28 juillet 1981;".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Ces dispositions devraient n'en former qu'une dans la rédaction suivante :

"Article 1er.-

A l'article 1er de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° à l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, les mots:"A l'exception ..." (la suite comme à l'article 1er du projet);

2° à l'alinéa 3, les mots "à l'exception des articles 7 à 11" sont remplacés par les mots:"à l'exception de l'article 2bis et des articles 7 à 11".

Article 3 (devenant l'article 2).

La phrase liminaire de cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Ier du même arrêté :".

Article 2bis en projet.

Cet article crée la commission de recours et non une commission d'avis, afin que les administrations et les services n'interprètent pas la notion de "l'intérêt du service" de façon discriminatoire.

Suivant cet article 2bis, la commission connaît des recours "exercés sur base du présent arrêté". Or, cette commission est compétente notamment pour les recours relatifs à la position de disponibilité prévue par l'arrêté royal du 13 novembre 1967 (projet L. 14.289/2) ainsi que pour les recours prévus pour certaines absences (projet L. 14.290/2).

L'alinéa 1er serait donc rédigé plus exactement dans les termes suivants :

"Il est créé auprès du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, pour connaître des recours déterminés par Nous, une Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences".

+

Suivant l'alinéa 3, b) :

"La Commission se compose :

...

b) par section, de trois membres, nommés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions parmi les agents du niveau 1 en activité de service et dont un est revêtu d'un grade du rang 15 ou d'un rang plus élevé;".

Combinée avec le c), qui ne porte aucune exigence de rang minimum pour les membres désignés par les organisations syndicales représentatives, cette disposition permettrait que la Commission soit, le cas échéant, composée d'une majorité de membres d'un rang inférieur à celui de l'auteur du recours. C'est là une éventualité qui, en matière disciplinaire, a été écartée (voir les articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat). Certes, les mesures disciplinaires sont, à l'égard de l'agent qui en fait l'objet, plus graves que les mesures relatives au congé, à la disponibilité ou aux absences. Ces dernières mesures ne sont cependant pas dénuées de gravité, elles non plus. En outre, la Commission que le projet tend à créer aura une compétence de décision "sans appel" (article 2bis, alinéa 10, en projet), tandis que les chambres de recours départementales n'émettent que des avis. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il ne s'indiquerait pas de revoir les règles relatives à la composition de

la Commission de telle manière qu'il ne puisse pas être statué sur un recours par une majorité de membres d'un rang inférieur à celui de l'auteur de ce recours.

+

Suivant l'alinéa 3, c), chaque section comprend "trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives". Selon l'alinéa 7, l'agent peut se faire assister par "un délégué d'une organisation syndicale représentative". Il ne s'agit donc pas d'une organisation syndicale agréée. Il se recommanderait que le texte précise s'il s'agit d'une organisation représentative au sens de l'article 7, § 1er, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

+

A l'alinéa 5, il faut évidemment lire : "règlement d'ordre intérieur" dans le texte français.

+

L'alinéa 6 serait mieux rédigé comme suit :

"L'agent dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours prenant cours, selon le cas, à la date à laquelle il a été avisé de la décision de refus opposée à sa demande ou à la date à laquelle il a été averti, par lettre recommandée à la poste, qu'il était mis fin au congé dont il bénéficiait".

+

.../...

L'alinéa 8 serait plus simplement rédigé comme suit :

"La mesure contestée est défendue par un fonctionnaire que désigne le ministre qui l'a prise, ou son délégué".

+

A l'alinéa 9, mieux vaudrait écrire "l'auteur du recours", plutôt que "l'appelant".

+

Suivant l'alinéa 10 :

"La décision de la Commission est sans appel".

Cette disposition est superflue et doit être omise, car l'appel n'est permis que lorsque un texte exprès ouvre cette voie de recours.

Articles 4 et 5 (devenant l'article 3).

Ces dispositions devraient n'en former qu'une dans la rédaction suivante :

"Article 3.-

L'article 5, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 janvier 1979, est remplacé par les deux alinéas suivants :

"Sauf en ce qui concerne l'après-midi du 22 juillet ... (comme au projet, article 4).

.../...

Par dérogation à l'alinéa 3, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ... (comme au projet, article 5)".

Article 6 (devenant l'article 4).

Suivant l'alinéa 1er de l'article 10 en projet :

"L'agent de l'Etat qui est en activité de service, peut, à l'expiration du congé de maternité, obtenir à sa demande un congé parental. La durée de ce congé ne peut excéder trois mois".

Il ressort du projet examiné sous la référence L. 14.287/2/V que le congé parental doit, dans l'intention du Gouvernement, bénéficier à tous les agents de l'Etat, sans distinction de sexe, contrairement au congé d'allaitement que seuls les agents féminins peuvent évidemment obtenir. Or, l'alinéa 1er, en situant ce congé "à l'expiration du congé de maternité", risque d'être inapplicable aux agents dont l'épouse n'a pas droit à ce dernier congé, parce qu'elle est, par exemple, travailleur indépendant, étudiante ou tout simplement sans profession.

Comme il n'y aurait par ailleurs guère de sens à ce que le congé parental soit pris à une date trop éloignée de la naissance, il est proposé de prévoir qu'il doit être pris dans l'année ou dans les ... mois de celle-ci.

.../...

Articles 7, 8 et 9 (devenant l'article 5).

Ces articles modifient l'article 11 de l'arrêté royal du 1er juin 1964. Il est proposé de remplacer tout l'article 11 par un article 5 rédigé comme suit :

"Article 5.-

L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, des congés peuvent être accordés aux agents de l'Etat :

1° pour des motifs impérieux d'ordre familial;

2° pour leur permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, de l'enseignement universitaire, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné;

3° pour leur permettre de présenter leur candidature aux élections législatives ou provinciales.

Les congés visés au 1° sont accordés pour une période maximum de deux mois ou 45 jours ouvrables par an. Pour l'ensemble de la carrière de l'agent de l'Etat, ces congés ne peuvent toutefois excéder 24 mois ou 540 jours ouvrables.

Les congés visés aux 2° et 3° sont accordés pour une période correspondant soit à la durée normale du stage ou de la période d'essai, soit à la durée de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidat.

.../...

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés pour le surplus à des périodes d'activité de service.

Sauf pour les stagiaires, les congés qui dépassent les limites prévues sont convertis de plein droit en disponibilité pour convenance personnelle.

Les décisions prises en vertu du présent article sont susceptibles du recours visé à l'article 2bis".

Article 10 (devenant l'article 6).

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 14bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 13 septembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :".

Dans le texte français de l'article 14bis en projet, il y aurait lieu de substituer le participe passé "accomplis" à "prestés", qui n'est pas français.

+

C'est après cette disposition que devraient s'insérer, sous la forme d'articles 7 et 8, les articles 1er et 2 du projet examiné dans l'avis sous référence L. 14.264/2/V, et qui modifient les articles 27 et 28 de l'arrêté royal du 1er juin 1964.

.../...

Article 11 (devenant l'article 9).

Cette disposition serait mieux et plus simplement rédigée comme suit :

"Article 9.-

L'article 28bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 26 mai 1975 et modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28bis. Les décisions prises en vertu du présent chapitre sont susceptibles du recours visé à l'article 2bis".

+

C'est après cette disposition que devrait s'insérer, sous la forme d'un article 10, l'article 3 du projet examiné dans l'avis sous référence L. 14.264/2/V, et qui modifie l'article 29 de l'arrêté royal du 1er juin 1964.

Article 12 (devenant les articles 11 et 12)

L'entrée en vigueur de plusieurs dispositions de l'arrêté royal en projet soulève quelques difficultés, qui ont été exposées par le fonctionnaire délégué. Il est suggéré de les résoudre par les deux articles suivants :

"Article 11.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ....

.../...

Toutefois, jusqu'à la date que fixera le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, la Commission instituée par l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mai 1975 modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat demeure compétente pour statuer sur les recours dont elle est saisie et connaît des recours visés à l'article 2bis inséré dans l'arrêté royal du 1er juin 1964 par l'article 2 du présent arrêté.

Article 12.-

Pour l'application de l'article 11, alinéa 2, deuxième phrase, inséré dans l'arrêté royal du 1er juin 1964 par l'article 5 du présent arrêté, il n'est pas tenu compte des congés accordés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

AANHEF.

In het tweede lid dient de vermelding van het onwerkzaam geworden koninklijk besluit van 14 februari 1968 te vervallen en moet de vermelding van het koninklijk besluit van 14 juli 1981 worden toegevoegd.

In het vierde lid moet worden gepreciseerd dat het akkoord van de Minister van Begroting gegeven is op 28 juli 1981.

In zijn advies L. 14.264/2/V stelt de Raad van State voor, de bepalingen van het onder dat nummer behandelde ontwerp in het onderhavige ontwerp in te voegen. Als op dit voorstel wordt ingegaan zal vanzelfsprekend ook moeten worden verwezen naar het akkoord dat de Minister van Begroting met betrekking tot dat andere ontwerp heeft gegeven en zal derhalve moeten worden gelezen :

"Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 en 28 juli 1981;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Deze bepalingen zouden er slechts één moeten vormen in de volgende lezing :

"Artikel 1.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de woorden "Met uitzondering van ..." (voorts zoals in artikel 1 van het ontwerp);

2° in het derde lid worden de woorden "de artikelen 7 tot 11 uitgezonderd" vervangen door de woorden "artikel 2bis en de artikelen 7 tot 11 uitgezonderd".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

De inleidende volzin van deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Ontworpen artikel 2bis.

Dit artikel stelt een commissie van beroep, niet een commissie van advies, in opdat de onderscheiden besturen en diensten het begrip "belang van de dienst" niet op een discriminerende wijze kunnen interpreteren.

Volgens dat artikel 2bis neemt de commissie kennis van de beroepen "die op grond van dit besluit kunnen worden ingesteld". Die commissie is echter onder meer bevoegd voor de beroepen in verband met de stand disponibiliteit bedoeld in het koninklijk besluit van 13 november 1967 (ontwerp L. 14.289/2) alsook voor de beroepen in verband met bepaalde afwezigheden (ontwerp L. 14.290/2).

.../...

Het eerste lid zou dus juister als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wordt een Commissie voor beroep inzake verlof, disponibiliteit en afwezigheid ingesteld om kennis te nemen van de door Ons bepaalde beroepen".

+

Het derde lid, b), bepaalt :

"De Commissie is samengesteld uit :

...

b) per afdeling, drie leden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en gekozen uit de personeelsleden van niveau 1 die in dienstactiviteit zijn en van wie één bekleed is met een graad van rang 15 of hoger;".

Samengelezen met de tekst onder c), die geen enkele minimumeis inzake rang stelt voor de leden die door de representatieve vakorganisaties worden aangewezen, zou die bepaling het mogelijk maken dat de Commissie in voorkomend geval zou zijn samengesteld uit een meerderheid van leden met een lagere rang dan die van degene die het beroep heeft ingesteld. Zo iets is in tuchtzaken uitgesloten (zie de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel). Tuchtmaatregelen zijn ten aanzien van de ambtenaar tegen wie ze worden getroffen weliswaar ernstiger dan maatregelen inzake verlof, disponibiliteit of afwezigheid, doch ook deze maatregelen zijn niet geheel van ernst ontbloot. Bo-

vendien zal de Commissie welke het ontwerp bedoelt op te richten beschikken over een bevoegdheid om beslissingen te nemen die "niet voor beroep vatbaar" zijn (ontworpen artikel 2bis, tiende lid), terwijl de departementale raden van beroep slechts adviezen uitbrengen. De Regering dient te oordelen of er geen aanleiding is om de regels betreffende de samenstelling van de Commissie zo te herzien dat over een beroep geen uitspraak kan worden gedaan door een meerderheid van leden met een lagere rang dan die van de ambtenaar die dat beroep heeft ingesteld.

+

Volgens het derde lid, c), zijn er voor elke afdeling "drie leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties". Volgens het zevende lid mag het personeelslid zich laten bijstaan door "een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie". Het gaat dus niet om een erkende vakorganisatie. Het zou aanbeveling verdienen in de tekst te preciseren dat het gaat om een representatieve organisatie in de zin van artikel 7, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel".

+

In de Franse tekst van het vijfde lid moet vanzelfsprekend worden gelezen : "règlement d'ordre intérieur".

+

.../...

Het zesde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het personeelslid beschikt, voor het instellen van zijn beroep, over een termijn van tien dagen ingaande, al naar het geval, de dag waarop hem kennis is gegeven van de beslissing tot afwijzing van zijn aanvraag of de dag waarop hij bij een ter post aangetekende brief verwittigd is dat aan zijn verlof een einde werd gemaakt".

+

Het achtste lid zou eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De betwiste maatregel wordt verdedigd door een ambtenaar, aangewezen door de minister die de maatregel heeft getroffen of diens gemachtigde".

+

In het negende lid zou beter worden gelezen "degene die het beroep heeft ingesteld" in plaats van "de appellant".

+

Het tiende lid bepaalt :

"De beslissing van de Commissie is niet voor beroep vatbaar".

Deze bepaling moet als overbodig vervallen want hoger beroep is alleen toegestaan als een uitdrukkelijke tekst dat rechtsmiddel openstelt.

.../...

Artikelen 4 en 5 (die artikel 3 worden).

Deze bepalingen zouden er slechts één moeten vormen in de volgende lezing :

"Artikel 3.-

Artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 januari 1979, wordt door de volgende twee leden vervangen :

"Behalve wat 22 juli - namiddag betreft ... (zoals in het ontwerp, artikel 4).

In afwijking van het derde lid stelt de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort ... (zoals in het ontwerp, artikel 5)".

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

Het eerste lid van het ontworpen artikel 10 luidt :

"Het rijkspersoneelslid dat in dienstactiviteit is, kan na het verstrijken van het bevallingsverlof aanspraak maken op een ouderschapsverlof. De duur van dit verlof mag drie maanden niet overschrijden".

Uit het ontwerp dat onder nr L. 14.287/2/V onderzocht is, blijkt dat het ouderschapsverlof, volgens de Regering, ten goede moet komen aan alle rijksambtenaren, zonder onderscheid van geslacht, in tegenstelling met het borstvoedingsverlof waarvoor uiteraard alleen vrouwelijke personeelsleden in aanmerking komen. Doordat het eerste lid dat verlof situeert "na het ver-

.../...

strijken van het bevallingsverlof", is er gevaar dat het niet zal kunnen worden toegepast op ambtenaren wier echtgenote op laatstbedoeld verlof geen recht heeft omdat zij bijvoorbeeld zelfstandige, studente of gewoon zonder beroep is.

Daar het bovendien weinig zin zou hebben het ouderschapsverlof te lang na de geboorte te nemen, wordt voorgesteld te bepalen dat het moet worden genomen binnen het jaar of binnen ... maanden na de geboorte.

Artikelen 7, 8 en 9 (die artikel 5 worden).

Deze artikelen wijzigen artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964. Voorgesteld wordt het gehele artikel 11 te vervangen door een als volgt te redigeren artikel 5 :

"Artikel 5.-

Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11. Voor zover zulks niet indruist tegen het belang van de dienst, kan aan de rijksambtenaren verlof worden toegestaan :

1° om dringende redenen van familiaal belang;

2° om hen in staat te stellen een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut;

.../...

3° om hen in staat te stellen kandidaat te zijn voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen.

Het verlof bedoeld onder 1° wordt toegestaan voor een maximumduur van twee maanden of 45 werkdagen per jaar. Over de gehele loopbaan van de rijksambtenaar mag dat verlof evenwel 24 maanden of 540 werkdagen niet overschrijden.

De verloven bedoeld onder 2° en 3° worden toegestaan voor een periode die overeenstemt hetzij met de normale duur van de stage of van de proefperiode, hetzij met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.

Deze verloven worden niet vergoed. Zij worden voor het overige met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Behalve voor stagiairs, wordt het verlof dat de gestelde grenzen overschrijdt, van rechtswege in disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden veranderd.

De krachtens dit artikel genomen beslissingen zijn vatbaar voor het beroep bedoeld in artikel 2bis".

Artikel 10 (dat artikel 6 wordt).

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 14bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 september 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :".

.../...

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 14bis vervange men het verleden deelwoord "prestés", dat geen Frans is, door "accomplis".

+

Het is na deze bepaling dat, als artikel 7 en 8, zouden moeten worden ingevoegd de artikelen 1 en 2 van het ontwerp dat onderzocht is in het advies nr L. 14.264/2/V, die de artikelen 27 en 28 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 wijzigen.

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

Deze bepaling zou beter en eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

Artikel 28bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1981, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28bis. De krachtens dit hoofdstuk genomen beslissingen zijn vatbaar voor het beroep bedoeld in artikel 2bis".

+

Het is na deze bepaling dat, als artikel 10, zou moeten worden ingevoegd artikel 3 van het ontwerp dat onderzocht is in het advies nr L. 14.264/2/V, dat artikel 29 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 wijzigt.

.../...

Artikel 12 (dat de artikelen 11 en 12 wordt).

In verband met de inwerkingtreding van verscheidene bepalingen van het ontwerp-koninklijk besluit rijzen enkele moeilijkheden waarop de gemachtigde ambtenaar heeft gewezen. Voorgesteld wordt ze op te lossen aan de hand van de twee volgende artikelen :

"Artikel 11.-

Dit besluit treedt in werking de ... .

Tot de dag die zal worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, blijft de Commissie, ingesteld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 mei 1975 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, bevoegd om uitspraak te doen over de beroepen die bij haar aanhangig zijn en neemt zij kennis van de beroepen bedoeld in artikel 2bis, in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 ingevoegd door artikel 2 van dit besluit.

Artikel 12.-

Voor de toepassing van artikel 11, tweede lid, tweede volzin, in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 ingevoegd door artikel 5 van dit besluit, wordt geen rekening gehouden met de verloven die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn toegestaan".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU,		conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN,		staatsraden,
R. PIRSON,		assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : M. VAN GERREWEY,		greffier assumé,
Mevrouw :		toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.
Toegevoegd griffier.

P. TAPIE.